

- 5 -

Article 7 :

Le Ministre des Mines et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera enregistré, diffusé partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la République Populaire du Congo.

Fait à Brazzaville, le 16 MAI 1979.-

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail;
Président de la République, Chef de
l'Etat, Président du Conseil des Ministres

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO.-

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement

Le Ministre des Mines et de l'Energie

Colonel Louis SYLVAIN-GOMA.-

Rodolphe A D A D A.-

AMPLIATIONS :

- Présidence de la Rép. 1
- Premier Ministre 1
- Mini-Mines et Energie 1
- Secrétariat G1 aux Mines 15
- Domaines 2
- Société Nat. Hydro-Congo 2
- Secrétariat G1 du Gouvernement 1
- J.O.R.P.C. 2/25

Handwritten signatures and initials

Handwritten signature

GAR 00030

A N N E X E 1

CARTE DU PERMIS "MARINE I"

Handwritten signature/initials

Handwritten signature/initials

GAR 00031

h jfs ANNEXE 2

I. - PROGRAMME MINIMUM DE TRAVAUX

A. - Première Période

La première période aura une durée de cinq (5) ans.

Phase I

La phase I aura une durée de trois (3) ans, et se décomposera comme suit :

- a) Campagne sismique de mille (1.000) kilomètres.
- b) Dans les six (6) mois qui suivent la réception du traitement des données obtenues, abandon du permis, ou engagement de forer un puits dans l'antésalifère qui devra être commencé dans les vingt quatre (24) mois qui suivent la date de signature de la convention avec l'Etat, et au plus tard trente (30) mois après cette date, selon la disponibilité des équipements appropriés à des prix compétitifs.
- c) Le titulaire aura l'option soit d'abandonner le permis à la plus lointaine des deux dates suivantes : (i) quatre vingt dix (90) jours après la réalisation de ce forage de recherche, ou (ii) quatre vingt dix (90) jours avant la fin de la phase I, soit de passer à la phase II.

Phase II

La phase II aura une durée de deux (2) ans.

Au cours de cette phase, le titulaire devra forer deux (2) puits de recherche dans l'antésalifère. Le titulaire aura le droit d'abandonner le permis après réalisation du forage de chaque puits.

B. - Deuxième période

Le permis de recherche sera renouvelé à la demande du titulaire pour une période de renouvellement de trois (3) ans au cours de laquelle il sera foré au moins trois (3) puits. Toutefois, le titulaire aura le droit d'abandonner le permis après forage de chaque puits.

C. - Pour les besoins des paragraphes A et ci-dessus, l'obligation de forer un puits sera censée avoir été satisfaite par le titulaire lorsque l'objectif (profondeur ou formation) est atteint, ou lorsque les dépenses effectivement engagées pour la réalisation de ce forage auront atteint un montant égal à cent cinquante pour cent (150 %) du coût estimé pour le forage en question, tel que fixé par le Comité de Direction de l'Association à constituer par le titulaire avec d'autres sociétés signataires avec lui de la Convention avec la République Populaire du Congo visée à l'article 3 du Décret.

h jfs
GAR 00033

II. - RENDUS

Le titulaire procédera à des rendus comme suit :

a) - une surface égale à vingt cinq pour cent (25 %) de la zone contractuelle d'origine sera rendue à la fin de la phase I de la première période ;

b) - une autre surface égale à vingt cinq pour cent (25 %) de la zone contractuelle d'origine sera rendue à la fin de la phase de la première période, et

c) - la surface restante de la zone contractuelle d'origine sera rendue en totalité à l'expiration de la période de renouvellement, à l'exception de la ou des surfaces du permis couvertes par un ou plusieurs permis d'exploitation, s'il y en a.

d) - Seront exclues des surfaces rendues par le titulaire à l'expiration de la phase I et de la phase II de la première période, et à l'expiration de la période de renouvellement, les surface du permis dont le Comité de Direction de l'Association visée ci-dessus a déterminé, avant la prise d'effet des rendus ou de l'expiration du permis, qu'elles recouvreront des gisements commercialement exploitables.

h
x

ASL

ANNEXE II

L'assiette de la redevance et de l'impôt sur les sociétés sera la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES vendus.

Pour la redevance, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera réputée égale à la valeur commerciale de référence FOB Congo fondée sur les ventes au Moyen-Orient calculée comme décrit ci-dessous.

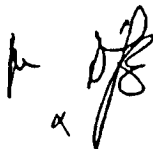

Pour l'impôt sur les sociétés, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera le prix de vente, étant entendu toutefois qu'en cas de ventes à des acheteurs affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur au prix moyen pondéré des ventes de la SOCIETE venderesse à des acheteurs non affiliés pendant la même période pour des quantités raisonnables d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de gravité similaires, ou, faute de telles ventes de quantités raisonnables à des acheteurs non affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur à un prix égal à la valeur de concurrence pour la même période d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de densité similaires.

Calcul de la valeur commerciale de référence FOB Congo

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera calculée par référence aux prix de vente gouvernementaux de l'Arabe Léger pour la période applicable, ajustée pour tenir compte du fret, de la densité, du soufre et d'autres différentiels de qualité.

Définitions

1. "Arabe Léger" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 34° API.
2. "Berri" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 39° API.
3. Les "Prix de Vente Gouvernementaux" (ou "PVG") désignent les prix de vente officiels du gouvernement d'Arabie Séoudite pour la vente de l'Arabe Léger ou du Berri.
4. "AFRA VLCC" et "AFRA LR2" désignent les frets tels que déterminés par le London Tanker Brokers Panel ou par toute autre organisation qui la remplacerait à cet effet, pour des livraisons par très grands pétroliers ou par pétroliers large range two respectivement.



GAR 00035

ANNEXE II

L'assiette de la redevance et de l'impôt sur les sociétés sera la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES vendus.

Pour la redevance, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera réputée égale à la valeur commerciale de référence FOB Congo fondée sur les ventes au Moyen-Orient calculée comme décrit ci-dessous.

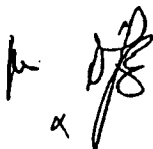

Pour l'impôt sur les sociétés, la valeur commerciale des HYDROCARBURES LIQUIDES sera le prix de vente, étant entendu toutefois qu'en cas de ventes à des acheteurs affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur au prix moyen pondéré des ventes de la SOCIETE venderesse à des acheteurs non affiliés pendant la même période pour des quantités raisonnables d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de gravité similaires, ou, faute de telles ventes de quantités raisonnables à des acheteurs non affiliés, le prix de vente ne sera pas inférieur à un prix égal à la valeur de concurrence pour la même période d'HYDROCARBURES LIQUIDES de qualité et de densité similaires.

Calcul de la valeur commerciale de référence FOB Congo

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera calculée par référence aux prix de vente gouvernementaux de l'Arabe Léger pour la période applicable, ajustée pour tenir compte du fret, de la densité, du soufre et d'autres différentiels de qualité.

Définitions

1. "Arabe Léger" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 34° API.
2. "Berri" désigne le pétrole brut produit en Arabie Séoudite et vendu à Ras Tanura, ayant une densité de 39° API.
3. Les "Prix de Vente Gouvernementaux" (ou "PVG") désignent les prix de vente officiels du gouvernement d'Arabie Séoudite pour la vente de l'Arabe Léger ou du Berri.
4. "AFRA VLCC" et "AFRA LR2" désignent les frets tels que déterminés par le London Tanker Brokers Panel ou par toute autre organisation qui la remplacerait à cet effet, pour des livraisons par très grands pétroliers ou par pétroliers large range two respectivement.



2.

5. "SPOT VLCC" et "SPOT LR2" désignent le coût de transport calculé à partir de l'Average Worldscale Rates for Single Voyage Dirty Fixture publiée mensuellement par H.P. Drewry Ltd., Londres, Royaume Uni, dans leur Shipping Statistics and Economics -- SSE Publication pour une cargaison moyenne pondérée de navires ayant une capacité de 70.000 à 174.999 DWCT en ce qui concerne les "SPOT LR2" et pour une cargaison moyenne pondérée de navires ayant une capacité de 175.000 à 300.000 DWCT ou plus en ce qui concerne le "SPOT VLCC". Pour les besoins des alinéas 2. et 3. ci-dessus, le fret sera calculé sur la base des taux publiés pour le mois au cours duquel les HYDROCARBURES LIQUIDES seront enlevés.

La valeur commerciale de référence FOB Congo sera déterminée comme suit:

1. Prendre le PVG d'un baril d'Arabe Léger d'une gravité de 34° à 34,09°.
2. Déterminer le fret par baril pour le transport de l'Arabe Léger de Ras Tanura à Rotterdam via Le Cap et retour de Rotterdam à Ras Tanura via Le Cap, en divisant la moyenne du fret publié AFRA VLCC et SPOT VLCC par tonne par le nombre de barils par tonne du pétrole brut en question.
3. Déterminer le fret par baril pour le transport des HYDROCARBURES LIQUIDES de Pointe Noire à Rotterdam en divisant la moyenne du fret publié AFRA LR2 et SPOT LR2 par tonne par le nombre de barils par tonne du pétrole brut en question. Soustraire le fret correspondant du fret déterminé conformément au paragraphe 2 ci-dessus et ajouter le résultat au PVG déterminé conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

Le montant déterminé conformément à la procédure ci-dessus sera ajusté en hausse ou en baisse conformément aux facteurs de qualité suivants qui seront calculés comme suit:

1. Facteur de densité:

Le différentiel de densité sera déterminé comme suit:

- (a) Prendre la densité de 34° API pour l'Arabe Léger.
- (b) Déduire cette densité de la densité établie des HYDROCARBURES LIQUIDES. Tout résultat positif sera ajouté à la valeur commerciale de référence FOB Congo; tout résultat négatif sera soustrait de la valeur commerciale de référence FOB Congo.
- (c) Multiplier le solde obtenu en (b) par dix pour obtenir un produit.

H
a *D/S* *G*

AG

GAR 00037

3.

- (d) Multiplier le produit obtenu en (c) par la valeur cotée pour un différentiel de densité par dixième de degré API pour l'Arabe Léger; le résultat sera l'ajustement de densité.

2. Facteur de soufre:

(a) Arabe Léger et Berri

- (i) Déterminer la différence des PVG entre l'Arabe Léger et le Berri.
 - (ii) Déterminer le montant de la différence en (i) imputable à la densité en soustrayant de ladite différence le produit résultant de la multiplication du nombre de dixièmes de degré de densité entre les deux bruts par la moyenne de la valeur des différentiels de densité par dixième de degré API pour les deux bruts.
 - (iii) Déduire le produit obtenu conformément à (ii) de la différence obtenue conformément à (i).
 - (iv) Diviser le solde obtenu par application de (iii) par le différentiel de dixième de SWT% entre les deux bruts. Prendre comme référence 1,8 SWT% pour l'Arabe Léger et 1,1 SWT% pour le Berri, sauf accord contraire.
- .(b) Obtenir l'ajustement de soufre congolais en multipliant la différence en nombre de dixièmes de SWT% entre le contenu en soufre des HYDROCARBURES LIQUIDES et la moyenne de la teneur en soufre de l'Arabe Léger et du Berri en cents des Etats-Unis d'Amérique par un dixième de SWT% déterminé comme il est dit à l'alinéa (a) (iv) ci-dessus.

Ledit ajustement s'ajoutera à la valeur commerciale de référence FOB Congo si le soufre congolais est inférieur à ladite moyenne et sera réduit de la valeur commerciale de référence FOB Congo si le soufre congolais excède ladite moyenne.

3. Autres facteurs de qualité:

- (a) Si le gazole lourd distillé à partir des HYDROCARBURES LIQUIDES (ce produit étant distillé entre 600 et 960° Fahrenheit conformément à la procédure de distillation de l'American Society for Testing Metals, ou toute autre organisation qui la remplacerait) a un indice de neutralisation supérieur à 0,5 (indice de neutralisation signifiant le nombre de milligrammes d'hydroxyde de potassium nécessaire pour neutraliser l'acide contenu dans un gramme de gazole lourd), ou

μ
x

GAR 00038

4.

- (b) Si le gazole lourd extrait des HYDROCARBURES LIQUIDES, tel que défini dans (a) ci-dessus, contient plus de 0,24 parties par million de parties de nickel et de cuivre, ou d'équivalent nickel (calculé par addition des parties par million de vanadium, divisé par 4,3, plus les parties par million de nickel et de cuivre), ou
- (c) Si un quelconque autre facteur de qualité des HYDROCARBURES LIQUIDES, inconnu à la date de la CONVENTION, devait se révéler,

les Parties se réuniront pour se mettre d'accord sur un ajustement équitable de la valeur commerciale de référence FOB Congo déterminée conformément à ce qui précède; dans la mesure où ces caractéristiques auraient une importance appréciable.




g h
2

ACB

GAR 00039

ANNEXE IIITAUX D'AMORTISSEMENTS APPLICABLES AUX SOCIETES

<u>Nature des immobilisations à amortir</u>	<u>Taux annuel</u>
<u>TRAVAUX SOUTERRAINS ET SONDAGES</u>	
Sondes improductives	50,0%
Sondes productives: fixé en fonction de la durée probable de production de la sonde.	
En cas d'indétermination	12,5%
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>	
Pipe-lines intérieurs	10,0%
Pipe-lines extérieurs	7,5%
<u>MATERIEL DE FORAGE</u> (en général:	10,0%)
Tiges de forage	20,0%
Outillage de forage	20,0%
Moteur diesel	20,0%
Outillage de derricks, transmissions	20,0%
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	
Frais de recherches géologiques et géophysiques	20,0%
<u>CONSTRUCTIONS</u>	
Immeubles et constructions en dur pour ateliers, bureaux, magasins, garages, laboratoires, apprentissage, logements, services sociaux et sportifs, cantines, hospitalisation, salles de réunion	3,1/3%
Bâtiments à charpentes métalliques	3,1/3%
Constructions légères semi-fixes sans fondations	10,0%
Cases et tous bâtiments de chantier démontables ou transportables	10,0%
Aménagements intérieurs des ateliers	10,0%








GAR 00040



ANNEXE IIITAUX D'AMORTISSEMENTS APPLICABLES AUX SOCIETES

<u>Nature des immobilisations à amortir</u>	<u>Taux annuel</u>
<u>TRAVAUX SOUTERRAINS ET SONDAGES</u>	
Sondes improductives	50,0%
Sondes productives: fixé en fonction de la durée probable de production de la sonde.	
En cas d'indétermination	12,5%
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>	
Pipe-lines intérieurs	10,0%
Pipe-lines extérieurs	7,5%
<u>MATERIEL DE FORAGE</u> (en général:	10,0%)
Tiges de forage	20,0%
Outillage de forage	20,0%
Moteur diesel	20,0%
Outillage de derricks, transmissions	20,0%
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	
Frais de recherches géologiques et géophysiques	20,0%
<u>CONSTRUCTIONS</u>	
Immeubles et constructions en dur pour ateliers, bureaux, magasins, garages, laboratoires, apprentissage, logements, services sociaux et sportifs, cantines, hospitalisation, salles de réunion	3,1/3%
Bâtiments à charpentes métalliques	3,1/3%
Constructions légères semi-fixes sans fondations	10,0%
Cases et tous bâtiments de chantier démontables ou transportables	10,0%
Aménagements intérieurs des ateliers	10,0%



2.

Machines de bureau	15,0%
Mobilier de bureau ou autre	10,0%
Téléphone	15,0%

INSTALLATIONS DE CHARGEMENT ET STOCKAGE

Installation de stockage	10,0%
A l'exception des parcs à tubes et des conduites	20,0%
Môles de chargement	3,1/3%
Installations de chargement	10,0%
Conduites flottantes	20,0%

VEHICULES ET VOIES D'ACCES

Engins de génie civil	30,0%
Véhicules automobiles et leurs remorques	33,0%
A l'exception des camions-incendie, camions-ateliers, camions-cimentation	20,0%

TRANSPORTS FLUVIAUX

Pinasses	15,0%
Remorques, pousseurs, chalands-citernes, barges	10,0%
Voies d'accès aux travaux de géophysique et aux sondes improductives	50,0%
Voies d'accès aux sondes productives	25,0%

AUTRES IMMOBILISATIONS

Distribution d'eau	10,0%
Distribution d'air comprimé	10,0%
Distribution d'électricité	10,0%

LIGNES DE TRANSPORT DE FORCE

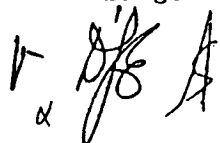
Pylônes	3,1/3%
Autres éléments	5,0%

TRANSFORMATEURS

Bâtiments et outillage fixe	5,0%
Outillage mobile	10,0%

MACHINES FIXES

Compresseurs	10,0%
Compresseurs en mer	20,0%
Moteurs et pompes diverses à terre	10,0%
Moteurs et pompes diverses en mer	20,0%
Machines-outils à terre	10,0%
Machines-outils en mer	20,0%
Petit outillage	15,0%





GAR 00042

3.

Matériel fixe de laboratoire	10,0%
Matériel mobile de laboratoire	20,0%
Matériel de topographie	10,0%
Matériel de campement en mer	50,0%
Matériel de campement à terre	20,0%

MATERIEL SPECIFIQUE OFF-SHORE

Barges de forage	20,0%
Plate-formes de forage et de production	15,0%
Equipements de puits en mer	20,0%
Câbles sous-marins de transport d'énergie	20,0%
Bouées d'amarrage	25,0%
Equipements sur plate-forme	20,0%
Têtes de puits sous-marines et support de têtes de puits	20,0%
Lignes de collecte entre puits et stations de stockage	20,0%
Lignes principales	10,0%
Lignes de chargement sous-marines	20,0%

Les frais accumulés par les SOCIETES pour les TRAVAUX DE RECHERCHES seront traités de la manière suivante: ceux de ces frais correspondant à la création d'immobilisations seront amortis, à compter du premier exercice qui dégagera des revenus imposables, suivant les taux d'amortissement ci-dessus. Les autres constitueront des frais de premier établissement, dont l'amortissement pourra à ce titre être pratiqué, au choix de chaque SOCIETE, sans limite de temps.

A H JLB
α

ALP

GAR 00043

ANNEXE IV

I- PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Lorsque la redevance est payée en espèces, chaque SOCIETE fera, au plus tard le 20 de chaque mois, une déclaration des quantités d'HYDROCARBURES enlevées par elle durant le mois calendaire précédent.

Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la redevance due pour ledit mois précédent de chaque trimestre seront versés lors de la déclaration mensuelle correspondante. Le solde de la redevance due pour chaque trimestre sera calculé et payé en même temps que la déclaration mensuelle faite au cours du deuxième mois suivant la fin du trimestre en question.

II- PAIEMENT DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Chaque SOCIETE procédera au versement d'acomptes sur l'impôt sur les sociétés de la manière suivante:

(a) Au cours du premier trimestre, chaque SOCIETE fera une estimation de l'impôt qui sera dû par elle au titre de l'année en cours.

(b) Un montant correspondant à 8/120e de cette estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre.

(c) Au cours du troisième trimestre, chaque SOCIETE reverra, en fonction du résultat effectif du premier semestre, l'estimation faite par elle de l'impôt annuel.

(d) Un montant correspondant à 8/120e de la nouvelle estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'octobre, novembre, décembre, et janvier, février et mars de l'année suivante, le versement du mois d'octobre étant toutefois ajusté de manière à ce que le montant total des acomptes versés le 20 octobre corresponde à 56/120e de la nouvelle estimation.

(e) Le solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés sera payé lors du dépôt de la déclaration, et les excédents éventuels seront traités conformément à l'article 126 b) du Code Général de Impôts.

A H. 8/8

11/11

ANNEXE IV

I- PAIEMENT DE LA REDEVANCE

Lorsque la redevance est payée en espèces, chaque SOCIETE fera, au plus tard le 20 de chaque mois, une déclaration des quantités d'HYDROCARBURES enlevées par elle durant le mois calendaire précédent.

Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la redevance due pour ledit mois précédent de chaque trimestre seront versés lors de la déclaration mensuelle correspondante. Le solde de la redevance due pour chaque trimestre sera calculé et payé en même temps que la déclaration mensuelle faite au cours du deuxième mois suivant la fin du trimestre en question.

II- PAIEMENT DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Chaque SOCIETE procédera au versement d'acomptes sur l'impôt sur les sociétés de la manière suivante:

(a) Au cours du premier trimestre, chaque SOCIETE fera une estimation de l'impôt qui sera dû par elle au titre de l'année en cours.

(b) Un montant correspondant à 8/120e de cette estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre.

(c) Au cours du troisième trimestre, chaque SOCIETE reverra, en fonction du résultat effectif du premier semestre, l'estimation faite par elle de l'impôt annuel.

(d) Un montant correspondant à 8/120e de la nouvelle estimation sera versé au plus tard le 20 de chacun des mois d'octobre, novembre, décembre, et janvier, février et mars de l'année suivante, le versement du mois d'octobre étant toutefois ajusté de manière à ce que le montant total des acomptes versés le 20 octobre corresponde à 56/120e de la nouvelle estimation.

(e) Le solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés sera payé lors du dépôt de la déclaration, et les excédents éventuels seront traités conformément à l'article 126 bis du Code Général de Impôts.

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

GAR 00045

ANNEXE V

MODELE DE LETTRE DE GARANTIE

GARANTIE

ATTENDU QUE la République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO"), et Congolese Superior Oil Company, Cities Service Congo Petroleum Corporation, Canadian Superior Oil Ltd. et la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" ont passé une convention en date du 25 mai 1979 pour la recherche et l'exploitation des ressources en hydrocarbures liquides et gazeux en mer au large du Congo (ci-après désignée la "CONVENTION"), et

ATTENDU QUE /nom de la société mère/ (ci-après désignée la "SOCIETE MERE") agissant en tant que titulaire, directement ou indirectement, de toutes les actions représentant le capital de /nom de la société affiliée/ (ci-après désignée la "SOCIETE AFFILIEE") désire assurer au CONGO l'exécution des obligations de la SOCIETE AFFILIEE au titre de la CONVENTION.

EN CONSEQUENCE,

La SOCIETE MERE accepte et s'engage par la présente à fournir ou à faire tenir à la disposition de la SOCIETE AFFILIEE les fonds qui lui seront nécessaires pour satisfaire à ses obligations résultant de la CONVENTION.

Signé à _____, le _____ 1979.

Pour (nom de la SOCIETE MERE)

(Titre)

A
H
J
d

12/14

GAR 00046

ANNEXE V

MODELE DE LETTRE DE GARANTIE

GARANTIE

ATTENDU QUE la République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO"), et Congolese Superior Oil Company, Cities Service Congo Petroleum Corporation, Canadian Superior Oil Ltd. et la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" ont passé une convention en date du 25 mai 1979 pour la recherche et l'exploitation des ressources en hydrocarbures liquides et gazeux en mer au large du Congo (ci-après désignée la "CONVENTION"), et

ATTENDU QUE /nom de la société mère_/ (ci-après désignée la "SOCIETE MERE") agissant en tant que titulaire, directement ou indirectement, de toutes les actions représentant le capital de /nom de la société affiliée_/ (ci-après désignée la "SOCIETE AFFILIEE") désire assurer au CONGO l'exécution des obligations de la SOCIETE AFFILIEE au titre de la CONVENTION.

EN CONSEQUENCE,

La SOCIETE MERE accepte et s'engage par la présente à fournir ou à faire tenir à la disposition de la SOCIETE AFFILIEE les fonds qui lui seront nécessaires pour satisfaire à ses obligations résultant de la CONVENTION.

Signé à _____, le _____ 1979.

Pour (nom de la SOCIETE MERE)

(Titre)

[Handwritten signatures and initials]

[Handwritten signature]

GAR 00047

A P E N D I C E

[Handwritten initials and signature]

[Handwritten signature]

GAR 00048

2.

CONGOLESE SUPERIOR OIL COMPANY

P. O. Box 1521
HOUSTON, TEXAS 77001

Monsieur le Ministre des
Finances
Ministère des Finances

Houston, le 17 mai 1979

BRAZZAVILLE

Monsieur le Ministre,

Notre société et les sociétés Cities Service Congo Petroleum Corporation et Canadian Superior Oil Ltd. signons le 25 mai 1979 avec la République Populaire du Congo, représentée par le Ministre des Mines et de l'Energie, une Convention relative à la recherche et à l'exploitation d'hydrocarbures sur le permis dit MARINE 1. A cette occasion, nous aimerions recevoir de vous un éclaircissement sur les points suivants :

1. Les travaux relatifs à la mise en valeur de ce permis nous amèneront, en qualité d'Opérateur de l'Association, et peuvent amener dans une moindre mesure nos partenaires non congolais dans l'Association, à envoyer au Congo un personnel spécialisé pour des périodes temporaires mais qui pourront durer quelques années.

(a) Les employés expatriés pourront amener avec eux des biens meubles, véhicules automobiles personnels, et effets personnels et de ménage destinés à leur usage personnel pendant la durée de leur séjour au Congo. Ces biens pourront-ils être importés et réexportés en fin de séjour en franchise de droit ou taxe ?

(b) L'expatriation au Congo pourra entraîner pour ces employés des frais exceptionnels qui seront la conséquence directe de leur détachement : maintien d'une double résidence, scolarisation particulière des enfants et, en l'absence d'une convention particulière fiscale entre la République Populaire du Congo et les Etats-Unis d'Amérique, double imposition éventuelle à l'impôt sur le revenu des

GAR 00049

3.

Monsieur le Ministre des -2-
Finances

le 17 mai 1979

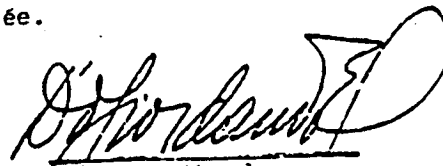
personnes physiques. L'envoi de ce personnel au Congo nous amènera probablement à verser à ce personnel une indemnité destinée à rembourser les frais de cette nature. Une telle indemnité sera-t-elle assujettie à l'impôt congolais sur le revenu des personnes physiques, en sus de l'impôt applicable à la rémunération du personnel, déduction faite de l'abattement de 30 % de droit commun pour frais professionnels ?

2. Au cas où l'Association serait amenée pour des raisons de force majeure à interrompre l'exploitation pour une durée appréciable, les participants à l'Association pourraient-ils obtenir le remboursement de trop-versés éventuels au titre de l'impôt sur les sociétés ?

3. En ce qui concerne l'ensemble des frais accumulés pendant la période de recherche, nous avons compris que les règles fiscales du Congo conduiraient à les traiter de la manière suivante : ceux de ces frais correspondant à la création d'immobilisations seront amortis, à compter du premier exercice qui dégagera des revenus imposables, suivant les taux d'amortissement figurant en annexe à la convention susvisée. Les autres constitueront des frais de premier établissement, dont l'amortissement pourra à ce titre être pratiqué, au choix du contribuable, sans limite de temps. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous confirmer qu'il en est bien ainsi.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

MA


Diego O. Giordano
Vice-Président





GAR 00050

106/11

Ministère des Finances

Le Ministre

CONFIDENTIEL

25 MAI 1979

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 17 mai 1979, nous avons l'honneur de vous indiquer ce qui suit :

1. (a) Le mobilier et les effets personnels et de ménage peuvent être importés et ré-exportés en franchise, quelle que soit la durée du séjour, tant que leur usage est limité à l'usage personnel des employés expatriés. Les véhicules automobiles personnels ne peuvent être importés en franchise que pour une période de six (6) mois.
1. (b) Les indemnités décrites dans votre lettre ayant le caractère de remboursement de frais réels de nature exceptionnelle, différents par nature des frais que l'abattement de droit commun a pour objet de couvrir, ne seront pas comprises dans le revenu imposable des intéressés, sous réserve bien entendu de la production des justificatifs appropriés.
2. L'interruption d'exploitation dans les circonstances décrites dans votre lettre peut être interprétée comme une cessation d'activité entraînant l'application des dispositions de l'article 126 bis (4) du Code Général des Impôts.
3. Nous vous confirmons que votre description de l'amortissement des frais accumulés pendant la période de recherche est bien exacte. Ce point est d'ailleurs réglé dans des termes identiques par le dernier alinéa de l'Annexe III à la Convention que votre Société et les sociétés Cities Service Congo Petroleum Company et Canadian Superior Oil Ltd. signent ce jour avec la République Populaire du Congo et Hydro-Congo.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

CONGOLESE SUPERIOR OIL COMPANY
26 th Floor

4
Ministère des Finances
Le Ministre

GAR 00051

Brazzaville, le 25 mai 1979

- La République Populaire du Congo,
- Congolese Superior Oil Company,
- Cities Service Congo Petroleum Corporation,
- Canadian Superior Oil Ltd., et
- Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "Hydro-Congo",

signent ce jour une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles les parties feront des travaux de recherche et éventuellement d'exploitation d'hydrocarbures sur le permis marin dit "Marine 1".


Cette convention est rédigée et signée en français.
En cas de difficulté d'interprétation, il sera fait référence à la traduction anglaise ci-jointe, dans un but de clarification.

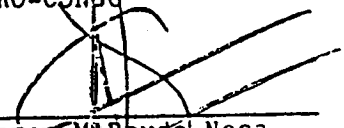
Pour la République Populaire
du Congo:


Rodolphe ADADA,
Ministre des Mines et de l'Energie

Pour Congolese Superior
Oil Company


Pour Société Nationale de Recherche
et d'Exploitation Pétrolières
"HYDRO-CONGO"

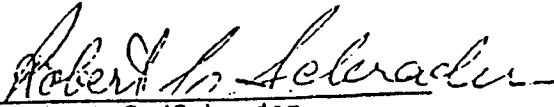

Diego G. Giordano-Echegoyen,
Vice-President


Alphonse M. Ebuho-Nesa,
Directeur Général

Pour Cities Service Congo
Petroleum Corporation

Pour Canadian Superior Oil Ltd.


Antoine Saadi,
Vice-President


Robert C. Schrader,
Vice-President,
International Contracts

GAR 00052

**Amendment No. 1
to the May 25, 1979
"Marine I" Convention**

December 11, 1981

French version not in our files.

GAR 00053

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DU 25 MAI 1979
PORTANT SUR LE PERMIS MARINE-1

ENTRE

- La République du Congo, ci-après désignée « Le Congo », représentée par Monsieur Nguila MOUNGOUNGA NKOMBO, son Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan chargé de la Prospective,

d'une part

ET

- La société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières « Hydro-Congo », ci-après désignée « Hydro-Congo », entreprise publique ayant son siège social à Brazzaville République du Congo, représentée par Monsieur Bernard OKIORINA, son Directeur Général Président,
- CMS NOMEKO Congo Inc., ci-après désignée « NOMEKO », société légalement constituée ayant son siège à Pointe-Noire, République du Congo, représentée par Monsieur K. CHARSINSKY, son Directeur Général,
- Kuwait Foreign Petroleum Exploration Co. k.s.c. société légalement constituée selon les lois du Kuwait, ayant son siège à Kuwait, PO Box 5291, Safat 13053, Kuwait, représentée par Monsieur Mahmoud A. AL RAHMANI, son Président Directeur Général, pour le compte de KUFPEC (Congo) Limited, ci-après désignée « KUFPEC »,
- ~~The NUEVO Congo Company, ci-après désignée « NUEVO », société légalement constituée ayant son siège à Houston (TEXAS), représentée par Monsieur Michael D. WATFORD, son Président,~~

ci-après désignées collectivement « les Sociétés » ou individuellement « la Société »,

Etant précisé que la République du Congo, d'une part, Hydro-Congo, Nomeco, Kufpec et Nuevo d'autre part, sont collectivement désignées ci-après « les Parties », ou individuellement « la Partie ».

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT:

Les Sociétés sont les ayant-droits des signataires de la Convention Marine-I en date du 25 mai 1979, ci-après désignée « la Convention », laquelle définit en son article 7.01 l'assiette de la redevance minière proportionnelle.

Les Parties ayant constaté leurs divergences d'interprétation de l'article 7.01 de la Convention, ont convenu d'en clarifier et harmoniser la rédaction.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1: Définitions

Les définitions contenues dans la Convention s'appliqueront au présent Avenant, sauf si le contexte du présent Avenant indiquait clairement le contraire.

GAR 00054

156
(R)

Article 2. De l'article 7.01 de la Convention

L'article 7.01 de la Convention se lit comme suit:

« L'assiette de la redevance minière proportionnelle payée en espèce ou en nature est égale pour chaque Société à la valeur des Hydrocarbures enlevés par celle-ci et calculée sur la base du prix déterminé conformément à l'Annexe II à la Convention ou à toute autre méthode sur laquelle les Parties s'accorderaient, diminuée des frais de transport intérieur, traitement, stockage et chargement tels que ces frais apparaissent dans les comptes de ladite Société.

Ne sont pas déductibles de l'assiette de la redevance minière proportionnelle, tous les frais autres que ceux rappelés au paragraphe ci-dessus, notamment les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements.

La redevance minière proportionnelle n'est pas due sur les quantités d'Hydrocarbures utilisées pour les besoins des travaux pétroliers ou perdues ».

Article 3 Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la Convention et ses avenants demeurent en conséquence inchangées et pleinement applicables.

Article 4 Prise d'effet

Le présent Avenant prend effet rétroactivement le 1er janvier 1994 et sera approuvé par une loi selon les formes requises.

Fait à Paris, en cinq (5) exemplaires, le 25 janvier 1997

Pour la République du Congo
le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Plan, chargé de la Prospective

Nguila MOUNGOUNGA NKOMBO

Pour la Société Nationale de Recherche et
d'Exploitation Pétrolières "Hydro-Congo"
le Directeur Général Président

Bernard OKTORINA

Pour CMS Nomeco Congo
le Directeur Général

K. CHARSINSKY

Pour The NUEVO Congo Company
le Président

Michael D. WATFORD

Pour Kuwait Foreign Petroleum Exploration Co. k.s.c.
pour le compte de KUFPEC (Congo) Limited
le Président Directeur Général

Mahmoud A. AL-RAHMANI

GAR 00055